

مباراة توظيف متصرف من الدرجة الثانية

تخصص تدبير مالي ومحاسباتي

5 نونبر 2017

موضوع عام

مدة الاختبار: ساعتان

أجب عن أحد الموضوعين أسفله (يمكن الإجابة بالعربية او بالفرنسية)

الموضوع الأول:

بين أهم المستجدات المتعلقة بالجماعات الترابية التي وردت في دستور 2011 وفي القوانين التنظيمية المتعلقة بالجهات وبالعمالات والأقاليم وبالجماعات، مع التركيز على الأدوار الجديدة المنوطة بكل نوع من الجماعات الترابية حسب مبدأ التفريع، وذلك في إطار اختصاصاتها الذاتية او المشتركة مع الدولة او تلك التي يمكن نقلها من طرف هذه الأخيرة إليها.

الموضوع الثاني:

بين شروط إعداد برنامج التنمية الجهوية وتتبعه وتحيينه وتقييمه والفرق من حيث المضمون بينه وبين التصميم الجهوي لإعداد التراب، كأداتين مهمتين لتفعيل اختصاصات الجهات.

**CONCOURS D'ACCES AU GRADE
D'ADMINISTRATEUR 2^{ème} grade
SPECIALITE : GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE**

**Questionnaire à choix multiples portant sur des questions relatives
à la Gestion Financière et Comptable (Q.C.M.)**

Durée 3 heures

REMARQUES GENERALES

- Documents non autorisés
- Pour chaque question, il existe une seule bonne réponse
- Réponse juste = +0,5 Réponse fausse = -0,5 Aucune réponse = 0

Question N°1 : L'enregistrement comptable de la régularisation des stocks est prévu pour respecter :

- A. Le principe de prudence
- B. Le principe de spécialisation des exercices
- C. Le principe d'importance significative

Question N°2 : L'amortissement dégressif ne peut s'appliquer pour :

- A. Le matériel de production
- B. Les véhicules de transport de marchandises
- C. Les constructions

Question N°3 : La technique d'évaluation des stocks qui n'est pas retenue par le plan comptable marocain est :

- A. LIFO
- B. CMUP après chaque entrée
- C. FIFO

Question N°4 : Le seuil de rentabilité est un indicateur utilisé par les financiers pour mesurer :

- A. Le risque d'exploitation
- B. Le risque financier
- C. Le risque de crédit

Question N°5 : Le coefficient du produit net partiel est calculé de la manière suivante :

- A. $\text{Cout des travaux à la clôture} / \text{Cout Total estimé initial}$
- B. $\text{Cout des travaux à la clôture} / \text{Cout Total estimé révisé}$
- C. $\text{Cout des travaux initial} / \text{Cout Total estimé initial}$

Question N°6 : Choisir parmi les affirmations suivantes :

- A. les marchandises sont des biens achetés dont le but de les revendre en l'état
- B. les charges du personnel sont uniquement constituées des salaires versés
- C. le critère du chiffre d'affaire est un critère important pour différencier deux entreprises opérant dans le même secteur d'activités

Question N°7 : L'impôt sur le résultat fait partie des :

- A. charges supplétives
- B. charges non incorporables
- C. charges incorporables

Question N°8 : L'amortissement de l'emprunt obligataire ne peut être fait :

- A. in fine
- B. par amortissement constant
- C. aucune réponse

Question N°9 : Le contrôle de gestion, vise essentiellement l'amélioration :

- A. De la qualité de l'information
- B. De la rentabilité de l'entreprise
- C. De l'efficacité

Question N°10 : Le compte d'amortissement dérogatoire est crédité lorsque :

- A. L'amortissement linéaire est supérieur à l'amortissement dégressif
- B. L'amortissement linéaire est inférieur à l'amortissement dégressif
- C. L'immobilisation concernée est cédée

Question N°11 : La comptabilité générale est :

- A. obligatoire pour toutes les entreprises
- B. facultative pour certaines entreprises tout dépend de leur actionariat
- C. obligatoire à partir d'un certain seuil d'effectif employé

Question N°12 : La Formation brute du Capital Fixe est composée de :

- A. investissement des ménages et des administrations
- B. investissement des entreprises, des ménages et des administrations
- C. investissement des administrations uniquement

Question N°13 : Dans le cas d'acquisition d'immobilisation par crédit-bail :

- A. les immobilisations rentrent dans le patrimoine de la société acquéreuse
- B. elle ne rentre dans le patrimoine de la société qu'à partir de la date de la levée de l'option d'achat
- C. elle rentre à partir de la date de la fin de la dépréciation de l'immobilisation

Question N°14 : L'Excédent brut d'exploitation mesure :

- A. les ressources d'exploitation moins les dépenses d'exploitations (hors amortissements, dépréciation, provisions pour risques)
- B. la capacité à couvrir les échéances des emprunts
- C. le résultat net de l'entreprise

Question N°15 : Les frais non compris dans le coût d'acquisition sont :

- A. les droit des douanes, frais de transport, assurance, frais de montage, frais de l'installation
- B. les droit d'enregistrement, commissions (honoraire,...), frais d'acte
- C. les frais de transport, frais d'acte

Question N°16 : Parmi les charges suivantes, indiquées les charges supplétives :

- A. la rémunération de l'exploitant
- B. les dotations non courantes
- C. les impôts et taxes

Question N°17 : Le régime suspensif de la TVA s'applique :

- A. aux entreprises importatrices pour leurs opérations à l'export
- B. aux entreprises exportatrices pour leurs opérations à l'import
- C. aux entreprises exportatrices pour leurs opérations à l'export

Question N°18 : L'imputation rationnelle des charges fixes est une méthode :

- A. de coûts partiels
- B. de coûts complets
- C. de coûts partiels et coût complet

Question N°19 : l'exonération de la cotisation minimale est de :

- A. 36 mois qui suivent la date du début de l'exploitation de l'entreprise
- B. 36 mois qui suivent la date de création de l'entreprise
- C. les 5 premières années qui suivent la date de création de l'entreprise

Question N°20 : L'évasion fiscale consiste à :

- A. détourner l'intention du législateur en profitant des failles de la législation
- B. éviter les erreurs fiscales
- C. respecter un calendrier fiscal

Question N°21 : Sont inclus dans le financement par capitaux étrangers :

- A. crédit-bail
- B. titre participatif
- C. titre subordonné

Question N°22 : le bilan financier permet d'analyser :

- A. l'équilibre financier
- B. la solvabilité
- C. état des emplois et des ressources

Question N°23 : Le rendement de fonds propres est appelé aussi :

- A. taux de retour sur capitaux propres
- B. taux de rendement des capitaux propres
- C. taux de rendement de l'actif investi

Question N°24 : Un achat payé en espèces de 1000DHS d'engrais avec 140DHS TVA/achats s'enregistre :

- A. débit engrais = 1000DHS, crédit TVA = 140DHS et crédit banque = 1140DHS
- B. débit engrais = 1000DHS, débit TVA = 140DHS et crédit caisse = 1140DHS
- C. crédit engrais = 1000DHS, crédit TVA = 140DHS et débit caisse = 1140DHS

Question N°25 : Un achat de matériel de 100.000DHS HT+20.000DHS TVA réglé par chèque s'enregistre :

- A. achats (débit) = 100.000DHS TVA (D) = 20.000DHS, Banque (Crédit) = 120.000DHS
- B. achats (Crédit) = 100.000DHS TVA (Crédit) = 20.000DHS, Banque (débit) = 120.000DHS
- C. matériel (débit) = 100.000DHS TVA (D) = 20.000DHS, Banque (Crédit) = 120.000DHS

Question N°26 : On enregistre un achat de fournitures alors qu'il n'est pas réglé :

- A. achats = débit et clients = crédit
- B. achats = crédit et clients = débit
- C. achats = débit et fournisseurs = crédit

Question N°27 : Si une opération apparaît au débit sur un relevé bancaire, le compte banque est :

- A. débité
- B. crédité ☒
- C. ni l'un ni l'autre

Question N°28 : Le principe de spécialité défini dans la LOLF

- A. signifie que les crédits sont spécialisés par chapitre
- B. signifie que les crédits sont spécialisés par programme ☒
- C. signifie que les crédits sont spécialisés par région

Question N°29 : Dans le cas de refus de visa du budget de la Région, le président du conseil est tenu de :

- A. rétablir le budget et le soumettre au visa au plus tard le 30 décembre ;
- B. prendre en compte les motifs de refus et le soumettre à nouveau au vote du conseil
- C. modifier le budget et le soumettre au vote du conseil au plus tard le 20 novembre ;

Question N°30 : Le vote des dépenses du budget de la Région fait l'objet d'un :

- A. vote des recettes avant le vote des dépenses ;
- B. vote par chapitre ;
- C. vote global ;

Question N°31 : Le principe d'universalité de la loi des Finances signifie que :

- A. l'ensemble des recettes couvre l'ensemble des dépenses
- B. les recettes et les dépenses sont inscrites pour leur montant brut
- C. l'ensemble des ressources et des charges doivent être portées dans un document unique

Question N°32 : Le principe d'annualité budgétaire a la signification suivante :

- A. le budget est voté chaque année
- B. les dispositions de la loi de finances s'appliquent sur une année civile .
- C. retrace l'effort financier pour réduire la dette publique de l'Etat

Question N°33 : Parmi ces propositions, laquelle ne se rapporte pas à des taxes locales

- A. taxe sur la valeur ajoutée
- B. taxe professionnelle
- C. taxe sur les terrains urbains non bâti .

Question N°34 : En matière de dépenses d'une collectivité Territoriale, l'ordonnateur effectue les opérations suivantes :

- A. engage, liquide, paye
- B. engage, contrôle, ordonnance
- C. en

Question N°35 : En matière de recettes d'une collectivité Territoriale l'ordonnateur effectue les opérations suivantes :

- A. constate, liquide et recouvre
- B. constate, contrôle et recouvre
- C. constate, contrôle et mandate

Question N°36 : Ne sont pas comptables publiques des collectivités territoriales :

- A. les trésoriers régionaux ;
- B. les trésoriers préfectoraux ou provinciaux ;
- C. les régisseurs communaux.

Question N°37 : Les ordonnateurs sont passibles de sanction devant :

- A. la cour des comptes
- B. l'inspection générale des finances
- C. l'inspection générale de l'administration territoriale

Question N°38 : La procédure d'appel d'offres permet-elle la négociation ?

- A. vrai ✓
- B. faux

Question N°39 : Une offre jugée anormalement basse par la commission d'appel d'offres est :

- A. rejetée d'office par la commission
- B. peut être acceptée par la commission, après demande de justifications au soumissionnaire

Question N°40 : Pour les marchés de travaux, l'offre la plus avantageuse est :

- A. l'offre ayant obtenue la meilleure note technico-financière
- B. l'offre la moins-disante
- C. les deux ✓